


Réfugiés afghans  
bénéficiant de  
services médicaux  
dans la zone  
d'installation de  
Savah (République  
islamique d'Iran).

# ASIE ET



Ce chapitre décrit de manière synthétique l'environnement général dans lequel le HCR a mené ses opérations en Asie et dans le Pacifique en 2014. Il présente les principaux défis et contraintes qui ont influé sur la réponse opérationnelle de l'Organisation et résume les réalisations de l'année à travers la région.

Les grandes opérations menées dans la région et dans ses sous-régions en 2014 sont décrites plus en détail sur le site *Global Focus* (<http://reporting.unhcr.org>).

# PACIFIQUE

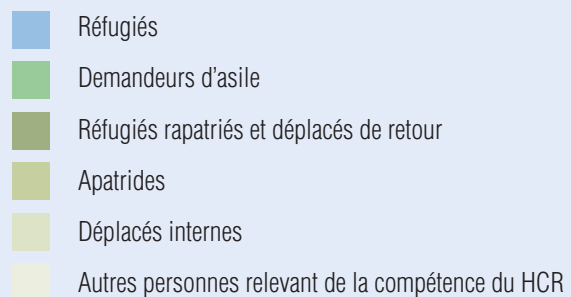
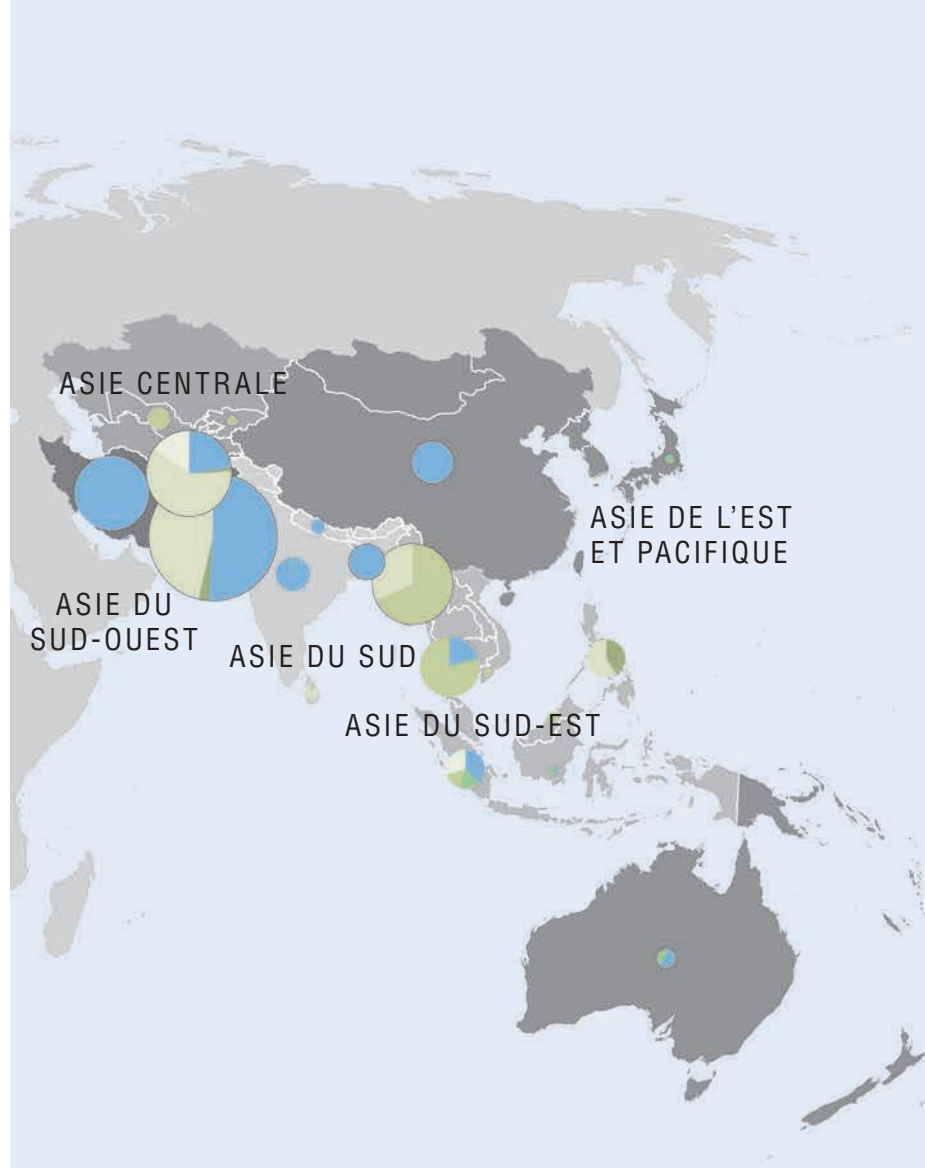
## | ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL |

- Fin 2014, quelque 8,7 millions de personnes relevant de la compétence du HCR, dont 3,6 millions de réfugiés, 2,7 millions de déplacés internes et plus d'1,5 million d'apatrides, vivaient dans la région Asie et Pacifique. La plupart des pays et territoires de la région restent fidèles à leur tradition d'hospitalité à l'égard des réfugiés et des personnes déplacées, même si 20 États seulement sur 45 ont adhéré à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967.
- La plupart des réfugiés accueillis dans la région sont originaires d'Afghanistan et du Myanmar. Près de 2,6 millions d'Afghans sont réfugiés de par le monde mais la grande majorité d'entre eux vivent dans deux pays limitrophes du leur, les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan. Ces pays accueillent en outre, selon les estimations, 2 millions d'Afghans non enregistrés. Pendant des décennies, les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan ont fait preuve d'une générosité extraordinaire à l'égard de ces millions de réfugiés.
- Le rapatriement librement consenti des Afghans a eu lieu par vagues successives, pendant les périodes de changement où les réfugiés estimaient que les perspectives s'étaient améliorées en matière de paix et de sécurité dans leur pays d'origine. Ces mouvements de retour ont été contrebalancés par des exodes de réfugiés en temps de conflit. Le nombre de rapatriements librement consentis a considérablement diminué ces dernières années, pour descendre à un niveau historiquement bas en 2014.
- Dans le même temps, un nouveau chapitre s'est ouvert dans l'histoire de l'Afghanistan. La formation d'un nouveau Gouvernement d'unité nationale a donné au peuple afghan une chance d'œuvrer pour la paix, la sécurité et le développement. Cette nouvelle ère devrait également permettre la réalisation des aspirations des Afghans qui vivent de par le monde et qui souhaitent rentrer et participer à la reconstruction de leur pays.
- Le HCR travaille en étroite collaboration avec les Gouvernements concernés pour assurer des conditions propices au retour et à la réintégration des réfugiés afghans. La mobilisation et l'engagement financier de la communauté internationale sont indispensables, non seulement pour faciliter le retour pérenne des Afghans mais aussi pour contribuer à la stabilité et au développement à long terme de l'Afghanistan.
- Au Myanmar, au terme d'années de troubles politiques et de violences intercommunautaires, les négociations de paix entamées en 2014 devraient permettre d'organiser des élections à la fin de l'année 2015. Environ 370 000 personnes sont toujours déplacées dans les États de Rakhine et de Kachin, ainsi que dans le sud-est du pays. En outre, selon les estimations, 810 000 personnes sont dépourvues de nationalité dans l'État de Rakhine. Enfin, 265 000 personnes d'ethnies diverses, originaires du Myanmar, sont réfugiées dans des pays avoisinants.
- Environ 75 pour cent des réfugiés accueillis dans la région Asie et Pacifique – soit 2,7 millions de personnes – vivent dans des zones urbaines ou semi-urbaines. La protection et la satisfaction des besoins du grand nombre de réfugiés urbains figurent toujours au nombre des priorités. Les déplacés vivant en milieu urbain sont parfois plus vulnérables que les populations des camps et ont des besoins de protection différents, qui ne sont bien souvent pas pris en charge de manière adéquate. Par exemple, n'étant pas confinés dans un camp, bon nombre de réfugiés sont dépourvus de papiers et risquent de ce fait d'être arrêtés, placés en détention et expulsés. Faute de documents en règle, ils n'ont pas accès au marché du travail légal et risquent davantage d'être victimes de l'exploitation professionnelle. Les femmes et les adolescentes sont particulièrement exposées à l'exploitation sexuelle.

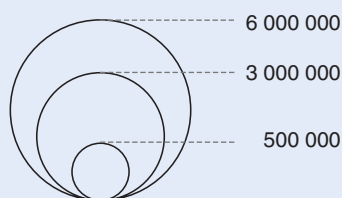
- L'insuffisance de la protection, les inégalités d'accès à l'éducation et aux moyens de subsistance et l'absence de solutions sont autant de facteurs qui favorisent les déplacements secondaires, par voie maritime ou par d'autres moyens. Un nombre croissant de personnes entreprennent ces dangereux voyages, ce qui a fait de la migration irrégulière une question clé dans la région Asie et Pacifique. En 2014, quelque 63 000 personnes ont effectués des voyages maritimes irréguliers. La grande majorité d'entre elles sont parties du golfe du Bengale pour rallier la Malaisie et la Thaïlande. Des centaines d'autres ont suivi des routes qui traversaient l'océan Indien, allant de l'Asie du Sud à l'Indonésie et à l'Australie, ou franchissant le détroit de Malacca pour passer de la Malaisie à l'Indonésie.

- Selon les informations reçues par le HCR, 750 personnes seraient mortes en mer en Asie du Sud-Est en 2014, ces décès étant dus à la faim, à la déshydratation ou à des mauvais traitements subis à bord des embarcations. Les personnes qui sont arrivées étaient sous-alimentées et traumatisées par les violences que les passeurs leur avaient infligées. La forte augmentation du nombre de migrants irréguliers fait peser une lourde charge sur les pays d'asile et sur l'Organisation, dont les services de détermination du statut au titre du mandat sont parfois débordés.

- Le bureau du HCR au Viet Nam a fermé ses portes à la fin du mois de juin 2014, 40 ans après sa création. Le bureau régional de Bangkok a assumé la supervision des activités au Viet Nam à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et poursuivra sa coopération avec le Gouvernement vietnamien pour appuyer les activités en cours.



**Taille des populations**



## | CONTRAINTES |

En 2014, le HCR a observé une évolution inquiétante dans les réponses politiques que les États apportaient à la question des déplacements maritimes irréguliers dans la région, notamment un recours accru à des mesures dissuasives et punitives. Au plan intérieur, ces politiques ont gravement restreint l'accès des demandeurs d'asile à la protection ; au niveau international, elles ont conduit certains États à entreprendre des actions unilatérales, portant atteinte aux principes de coopération promus par des initiatives régionales comme le Processus de Bali et les réunions de l'ASEAN.

La plupart des pays d'Asie du Sud-Ouest ont continué à souffrir de l'insécurité et d'une instabilité politique et socio-économique, qui ont eu des répercussions sur les opérations du HCR dans la sous-région. Par ailleurs, dans certaines parties de l'Asie du Sud-Est, la capacité des organisations humanitaires à travailler en

toute indépendance et impartialité a été gravement entravée tout au long de l'année 2014.

En général, les États ont, semble-t-il, considéré la réinstallation comme le principal instrument de protection et la principale solution pour les réfugiés et les demandeurs d'asile, en particulier à mesure que leur nombre augmentait. Le HCR a entamé des discussions avec les États en vue de réexaminer les solutions du passé et de les adapter aux réalités d'aujourd'hui. Les situations d'urgence en cours dans d'autres régions du monde, associées au manque de financement et au moindre intérêt des donateurs, ont eu une incidence négative sur les opérations de l'Organisation en Asie et dans le Pacifique en 2014. Dans certains pays, les lacunes observées dans la protection et dans l'assistance ont été causées par un manque de ressources.

## | RÉALISATIONS ET IMPACT |

### ○ Assurer l'accès à la protection et à l'asile

En 2014, le HCR a assuré la détermination du statut de réfugié dans les pays dépourvus de procédures d'admissibilité nationales. Tout en appuyant la mise en place de ces procédures, l'Organisation s'est attachée à promouvoir des systèmes de gestion des migrations attentifs à la protection dans l'ensemble de la région. La recherche d'alternatives à la détention, à la

détermination individuelle du statut et à la réinstallation dans des pays tiers a figuré au nombre des priorités.

Le Haut Commissariat a continué d'apporter un soutien technique à l'élaboration de procédures d'asile nationales et s'est vu accorder le statut d'observateur dans les commissions nationales de détermination du statut de certains pays d'Asie centrale. Il a également appelé des États à respecter le droit international, y compris le principe de non-refoulement.

Fin 2014, environ 1,5 million de réfugiés afghans, dont plus de 300 000 enfants âgés de moins de cinq ans, étaient enregistrés au Pakistan. Près d'1,2 million de réfugiés – soit près de 93 pour cent du nombre total de réfugiés enregistrés au Pakistan – ont renouvelé leur carte d'enregistrement. La diminution de 7 pour cent observée dans la population afghane enregistrée était en partie due à des départs à l'étranger ou à des décès, mais s'expliquait surtout par le non-retrait des cartes lors de la procédure de renouvellement, qui a duré pendant la plus grande partie de l'année 2014.

Le HCR a poursuivi ses efforts pour s'attaquer aux causes profondes des mouvements irréguliers, améliorant les normes de protection et recherchant des solutions adéquates dans le cadre d'une coopération multilatérale resserrée dans la région Asie et Pacifique. L'Organisation a entrepris de discuter avec des États du renforcement de leurs activités de protection et de la quête de solutions pour les réfugiés résidant sur leur territoire. L'émission de permis de séjour et l'octroi de la protection subsidiaire et d'autres formes de protection, comme les régimes de migration professionnelle, ont été examinés.

À Bangkok, le HCR a créé un service de suivi des mouvements maritimes en 2014. La vocation première de ce service est de rassembler et communiquer des statistiques périodiques sur les départs irréguliers par voie de mer, et d'identifier les tendances.

En 2014, le HCR et le Gouvernement d'Indonésie ont coprésidé un atelier destiné à évaluer la mise en œuvre de la Déclaration de Jakarta sur les mouvements irréguliers de personnes, adoptée en 2013. Outre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 14 États, représentant des pays d'origine, de transit et de destination, ont participé à l'atelier. Les États ont réitéré leur attachement aux principes du partage

des charges et de la responsabilité commune, et souligné la nécessité d'adopter des accords régionaux et des mesures pratiques pour protéger les personnes secourues et interceptées en mer.

Un certain nombre de recommandations sur le renforcement de la capacité de lutte contre le trafic et la traite des êtres humains ont été formulées lors du Dialogue du Haut Commissaire sur les défis de protection qui a eu lieu en décembre 2014 et qui a été consacré au thème de la Protection en mer. Les participants ont également souligné la nécessité de renforcer la coopération régionale, de protéger les personnes exposées à un placement en détention et au refoulement et d'augmenter les moyens de sauvetage en mer dans la région Asie et Pacifique et au-delà.

En Asie centrale, le HCR a encouragé une gestion des frontières attentive aux besoins de protection, conformément au Processus d'Almaty sur la protection des réfugiés et les migrations internationales (Processus d'Almaty). En 2014, les États membres du Processus d'Almaty se sont dit inquiets de la préparation insuffisante aux situations d'urgence et ont convenu de créer des mécanismes nationaux pour identifier et orienter les personnes ayant besoin de protection internationale.

#### ○ *Recherche de solutions aux situations de réfugiés prolongées*

Au titre du programme conjoint des Nations Unies pour les zones accueillant des réfugiés ou touchées par leur présence (RAHA), plus d'un millier de projets ont été exécutés d'un bout à l'autre du Pakistan dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'environnement, de la protection sociale, de l'eau et de l'assainissement, des moyens de subsistance et des infrastructures en 2014. L'objectif principal du programme RAHA est de

promouvoir la tolérance à l'égard des réfugiés afghans au sein des communautés d'accueil du Pakistan.

En République islamique d'Iran, le HCR, de concert avec le Gouvernement, a entrepris des programmes dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des moyens de subsistance pour permettre aux réfugiés d'acquérir les qualifications qui leur sont nécessaires et faciliter ainsi leur réintégration à leur retour en Afghanistan.

En 2014, plus de 8 000 réfugiés originaires du Bhoutan ont bénéficié du programme de réinstallation dans des pays tiers. Depuis le lancement de ce programme en 2007, près de 94 500 réfugiés bhoutanais ont été réinstallés dans d'autres pays. En 2014, le HCR a lancé une campagne de la « dernière chance », invitant les réfugiés à manifester leur intérêt pour la réinstallation de groupe. Si 2 000 réfugiés ont déclaré ne pas être intéressés, 10 000 à 12 000 membres de ce groupe pourraient être réinstallés au cours des deux prochaines années. Le HCR recherche d'autres solutions durables pour les quelque 10 000 réfugiés qui resteraient alors dans le pays, en collaboration avec les Gouvernements concernés.

Au Myanmar, le HCR a pris des dispositions en vue du retour des déplacés internes et des réfugiés dans le sud-est du pays. Quelque 120 000 réfugiés vivent dans neuf camps situés en Thaïlande en attendant de regagner un jour leur pays. Le HCR a intensifié son dialogue avec les autorités et les parties prenantes, dont les réfugiés, de part et d'autre de la frontière, et a conçu un plan stratégique relatif aux différentes étapes du rapatriement – de la facilitation à la promotion. Une campagne de vérification a été entreprise dans les camps afin d'actualiser les données sur les populations qui y sont hébergées et de planifier des solutions durables.

### ○ *Protection et solutions durables pour les déplacés internes*

En Afghanistan, la politique nationale sur les déplacés internes, entérinée par le Gouvernement en 2013, a été lancée en 2014. En collaboration avec le Gouvernement, l'Organisation s'emploie actuellement à définir une stratégie et une feuille de route pour la mise en œuvre de cette politique au travers d'activités de plaidoyer et de formation.

L'an dernier, le HCR a appuyé les programmes en faveur des déplacés internes pakistanais en distribuant des tentes et des articles ménagers de base aux personnes touchées par les opérations militaires en cours dans les Agences du Waziristan du Nord et du Khyber. Quelque 690 000 personnes ayant été contraintes de fuir leur domicile, le Gouvernement prévoit de faciliter le retour progressif des déplacés internes.

Au Myanmar, en qualité de chef de file des secteurs de la protection, des abris, des articles non alimentaires et de la coordination et gestion des camps (CCCM), le HCR a continué à venir en aide à quelque 100 000 déplacés internes dans l'État de Kachin. Dans l'État de Rakhine, où environ 140 000 personnes sont toujours déplacées, le HCR est également chef de file de ces quatre secteurs depuis décembre 2012. Des bureaux de gestion des camps, bâtiments polyvalents et entrepôts ont été construits en 2014. Le Haut Commissariat a également mis en œuvre des programmes d'entretien et de réparation dans 23 camps prioritaires situés dans les cantons (*townships*) de Myebon, Pauktaw et Sittwe.

À Sri Lanka, le programme d'assistance aux déplacés internes entre dans sa phase finale. L'Organisation travaille avec le Gouvernement récemment élu et d'autres

acteurs pour appuyer le rapatriement durable des réfugiés sri-lankais.

Aux Philippines, le plan stratégique d'aide aux victimes du typhon Haiyan a pris fin en août 2014, lorsque le Gouvernement a décidé de désactiver les structures de coordination humanitaire et de leur substituer des systèmes de redressement conduits par l'État. Le module de la protection, conjointement conduit par le HCR, a fusionné avec le groupe de travail sur la protection, qui est depuis cette date placé sous la responsabilité des autorités gouvernementales.

### ○ Réduction et prévention des cas d'apatridie et protection des apatrides

En juin 2014, la Conférence internationale d'Achabat sur les migrations et l'apatridie, accueillie par le Gouvernement du Turkménistan et conjointement organisée par l'OIM et le HCR, a réuni plus de 40 délégations. L'objectif de cette conférence était de répondre aux défis régionaux et de déterminer les meilleures

pratiques pour prévenir et réduire les cas d'apatridie, ainsi que pour améliorer la gestion des migrations. Le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont pris un certain nombre de mesures concrètes pour résoudre le problème de l'apatridie sur leurs territoires respectifs. À l'aide de fonds fournis par l'initiative *Seeds for Solutions* (voir *Glossaire*), ces pays ont enregistré des personnes sans nationalité déterminée et leur ont délivré des papiers, ont assuré l'accès à l'assistance juridique, renforcé la capacité des autorités nationales et locales, mené des campagnes de sensibilisation et d'information, et entrepris des réformes législatives.

En Asie du Sud-Est, le HCR a exécuté des projets pour réduire les cas d'apatridie en Malaisie et aux Philippines. En outre, les efforts entrepris pour améliorer l'enregistrement des faits d'état civil – y compris l'enregistrement des naissances et l'établissement des statistiques de l'état civil – se poursuivront en 2015 en collaboration avec des partenaires comme l'ASEAN. ■

## INFORMATIONS FINANCIÈRES

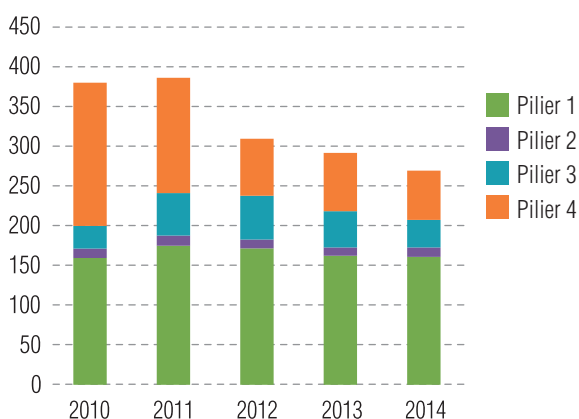
Les besoins financiers du HCR en Asie et dans le Pacifique sont restés constants – de l'ordre de 550-600 millions de dollars E.-U. – au cours des cinq dernières années. Le budget initial de la région, approuvé par le Comité exécutif en 2013, se montait environ à 581 millions de dollars E.-U. À la fin de l'année, le budget 2014 révisé avait atteint plus de 610,4 millions de dollars E.-U., principalement en raison du budget additionnel de 15 millions présenté dans l'appel supplémentaire pour la situation d'urgence au Waziristan du Nord. Toutefois, le montant total des fonds mis à disposition n'a permis d'engager des dépenses qu'à hauteur de 269,4 millions.

Ce grave déficit budgétaire a nui au suivi de la protection et à d'autres activités en rapport avec la protection, comme des initiatives de sensibilisation des personnes relevant de la compétence du HCR, dont le besoin se faisait grandement sentir. Il a également eu des répercussions négatives sur la capacité du HCR à suivre et améliorer la qualité des procédures de détermination du statut de réfugié dans la région, ainsi que sur la mise en œuvre d'activités d'autonomisation.

L'Asie du Sud-Ouest a également été confrontée à des défis importants, en raison des opérations militaires menées dans les Agences du Khyber et du Waziristan du Nord. Celles-ci ont provoqué des déplacements supplémentaires, nécessitant davantage de ressources. En outre, le manque de financement en Afghanistan a réduit le volume de l'aide apportée aux réfugiés rapatriés et aux déplacés internes, en particulier dans les secteurs des articles non alimentaires, des abris et de la coexistence pacifique. Au Pakistan, c'est principalement dans les secteurs de l'eau, de la nutrition et des moyens de subsistance pour les réfugiés que les besoins non pas été satisfaits.

## DÉPENSES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE | 2010-2014

Millions (dollars E.-U.)





## BUDGET ET DÉPENSES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE | dollars E.-U.

| Opération                       |                 | Pilier 1<br>Programme<br>pour les<br>réfugiés | Pilier 2<br>Programme<br>pour les<br>apatrides | Pilier 3<br>Projets<br>de<br>réintégration | Pilier 4<br>Projets pour<br>les déplacés<br>internes | Total              |
|---------------------------------|-----------------|---|--|--|--|--------------------|
| <b>ASIE DU SUD-OUEST</b>        |                 |   |  |  |  |                    |
| Afghanistan                     | Budget          | 58 444 557                                    | 0  | 60 084 704                                 | 33 441 595   | 151 970 856        |
|                                 | Dépenses        | 25 271 084                                    | 0  | 24 421 360                                 | 14 567 018   | 64 259 462         |
| République islamique<br>d'Iran  | Budget          | 68 480 442                                    | 0  | 0  | 0  | 68 480 442         |
|                                 | Dépenses        | 30 145 199                                    | 0  | 0  | 0  | 30 145 199         |
| Pakistan                        | Budget          | 57 675 697                                    | 212 420  | 60 849 015                                 | 43 746 456   | 162 483 588        |
|                                 | Dépenses        | 33 374 770                                    | 185 668  | 9 825 226                                  | 21 112 522   | 64 498 186         |
| <b>Sous-total</b>               | <b>Budget</b>   | <b>184 600 696</b>                            | <b>212 420</b>                                 | <b>120 933 719</b>                         | <b>77 188 051</b>                                    | <b>382 934 886</b> |
|                                 | <b>Dépenses</b> | <b>88 791 053</b>                             | <b>185 668</b>                                 | <b>34 246 586</b>                          | <b>35 679 540</b>                                    | <b>158 902 847</b> |
| <b>ASIE CENTRALE</b>            |                 |   |  |  |  |                    |
| Kazakhstan - Bureau<br>régional | Budget          | 4 996 036                                     | 2 320 000                                      | 0  | 90 350   | 7 406 386          |
|                                 | Dépenses        | 2 517 448                                     | 1 536 161                                      | 0  | 62 637   | 4 116 246          |
| Kirghizistan                    | Budget          | 2 784 867                                     | 1 081 575                                      | 0  | 2 366 817  | 6 233 259          |
|                                 | Dépenses        | 1 335 779                                     | 810 191  | 0  | 1 369 885  | 3 515 855          |
| Tadjikistan                     | Budget          | 1 917 886                                     | 188 478  | 0  | 0  | 2 106 364          |
|                                 | Dépenses        | 1 419 108                                     | 184 684  | 0  | 0  | 1 603 792          |
| Turkménistan                    | Budget          | 421 588                                       | 434 795  | 0  | 0  | 856 383            |
|                                 | Dépenses        | 315 215                                       | 365 761  | 0  | 0  | 680 976            |
| <b>Sous-total</b>               | <b>Budget</b>   | <b>10 120 377</b>                             | <b>4 024 848</b>                               | <b>0</b>                                   | <b>2 457 167</b>                                     | <b>16 602 392</b>  |
|                                 | <b>Dépenses</b> | <b>5 587 550</b>                              | <b>2 896 797</b>                               | <b>0</b>                                   | <b>1 432 522</b>                                     | <b>9 916 869</b>   |
| <b>ASIE DU SUD</b>              |                 |   |  |  |  |                    |
| Inde                            | Budget          | 13 594 575                                    | 30 000   | 0  | 0  | 13 624 575         |
|                                 | Dépenses        | 6 520 779                                     | 25 898   | 0  | 0  | 6 546 677          |
| Népal                           | Budget          | 10 135 088                                    | 2 231 142                                      | 3 030 049                                  | 0  | 15 396 279         |
|                                 | Dépenses        | 6 780 392                                     | 376 964  | 491 882                                    | 0  | 7 649 238          |
| Sri Lanka                       | Budget          | 7 651 524                                     | 75 742   | 0  | 1 264 439  | 8 991 705          |
|                                 | Dépenses        | 4 874 658                                     | 60 534   | 0  | 967 069  | 5 902 261          |
| <b>Sous-total</b>               | <b>Budget</b>   | <b>31 381 187</b>                             | <b>2 336 884</b>                               | <b>3 030 049</b>                           | <b>1 264 439</b>                                     | <b>38 012 559</b>  |
|                                 | <b>Dépenses</b> | <b>18 175 829</b>                             | <b>463 396</b>                                 | <b>491 882</b>                             | <b>967 069</b>                                       | <b>20 098 176</b>  |
| <b>ASIE DU SUD-EST</b>          |                 |   |  |  |  |                    |
| Bangladesh                      | Budget          | 12 306 018                                    | 15 010   | 0  | 0  | 12 321 028         |
|                                 | Dépenses        | 7 534 730                                     | 10 496   | 0  | 0  | 7 545 226          |
| Indonésie                       | Budget          | 7 961 354                                     | 155 005  | 0  | 0  | 8 116 359          |
|                                 | Dépenses        | 4 141 773                                     | 118 071  | 0  | 0  | 4 259 844          |
| Malaisie                        | Budget          | 18 916 426                                    | 1 231 502                                      | 0  | 0  | 20 147 928         |
|                                 | Dépenses        | 8 899 317                                     | 378 440  | 0  | 0  | 9 277 757          |
| Myanmar                         | Budget          | 6 095 294                                     | 12 940 291                                     | 0  | 49 073 119   | 68 108 704         |
|                                 | Dépenses        | 0   | 5 669 476                                      | 0  | 15 855 744   | 21 525 220         |

| <i>Opération</i>                            |                 | Pilier 1<br>Programme<br>pour les<br>réfugiés | Pilier 2<br>Programme<br>pour les<br>apatrides | Pilier 3<br>Projets<br>de<br>réintégration | Pilier 4<br>Projets pour<br>les déplacés<br>internes | Total              |
|---|-----------------|---|--|--|--|--------------------|
| Philippines                                 | Budget          | 717 981                                       | 927 340  | 0  | 8 324 270  | 9 969 591          |
|   | Dépenses        | 694 520                                       | 783 035  | 0  | 7 983 423  | 9 460 978          |
| Thaïlande                                   | Budget          | 32 082 665                                    | 710 059  | 0  | 0  | 32 792 724         |
|   | Dépenses        | 13 770 849                                    | 519 109  | 0  | 0  | 14 289 958         |
| Thaïlande - Bureau<br>régional              | Budget          | 6 568 665                                     | 577 849  | 0  | 0  | 7 146 514          |
|   | Dépenses        | 3 316 159                                     | 250 088  | 0  | 0  | 3 566 247          |
| Viet Nam                                    | Budget          | 0   | 437 203  | 0  | 0  | 437 203            |
|   | Dépenses        | 0   | 226 467  | 0  | 0  | 226 467            |
| <b>Sous-total</b>                           | <b>Budget</b>   | <b>84 648 403</b>                             | <b>16 994 259</b>                              | <b>0</b>                                   | <b>57 397 389</b>                                    | <b>159 040 051</b> |
|   | <b>Dépenses</b> | <b>38 357 348</b>                             | <b>7 955 182</b>                               | <b>0</b>                                   | <b>23 839 167</b>                                    | <b>70 151 697</b>  |
| <b>ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE</b>           |                 |   |  |  |  |                    |
| Australie - Bureau<br>régional <sup>1</sup> | Budget          | 2 629 814                                     | 0  | 0  | 0  | 2 629 814          |
|   | Dépenses        | 1 852 783                                     | 0  | 0  | 0  | 1 852 783          |
| Chine - Bureau<br>régional <sup>2</sup>     | Budget          | 4 613 161                                     | 121 219  | 0  | 0  | 4 734 380          |
|   | Dépenses        | 3 530 949                                     | 117 485  | 0  | 0  | 3 648 434          |
| Japon                                       | Budget          | 3 930 134                                     | 80 428   | 0  | 0  | 4 010 562          |
|   | Dépenses        | 3 229 343                                     | 75 986   | 0  | 0  | 3 305 329          |
| République de Corée                         | Budget          | 2 013 761                                     | 96 385   | 0  | 0  | 2 110 146          |
|   | Dépenses        | 1 215 919                                     | 89 868   | 0  | 0  | 1 305 787          |
| Activités régionales                        | Budget          | 367 236                                       | 0  | 0  | 0  | 367 236            |
|   | Dépenses        | 214 188                                       | 0  | 0  | 0  | 214 188            |
| <b>Sous-total</b>                           | <b>Budget</b>   | <b>13 554 106</b>                             | <b>298 032</b>                                 | <b>0</b>                                   | <b>0</b>   | <b>13 852 138</b>  |
|   | <b>Dépenses</b> | <b>10 043 182</b>                             | <b>283 339</b>                                 | <b>0</b>                                   | <b>0</b>   | <b>10 326 521</b>  |
| <b>Total - Asie<br/>et Pacifique</b>        | <b>Budget</b>   | <b>324 304 769</b>                            | <b>23 866 443</b>                              | <b>123 963 768</b>                         | <b>138 307 046</b>                                   | <b>610 442 026</b> |
|   | <b>Dépenses</b> | <b>160 954 962</b>                            | <b>11 784 382</b>                              | <b>34 738 468</b>                          | <b>61 918 298</b>                                    | <b>269 396 110</b> |

<sup>1</sup> Inclut les activités en Nouvelle-Zélande, dans les États insulaires du Pacifique et en Papouasie-Nouvelle-Guinée

<sup>2</sup> Appuie les activités en Mongolie

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE | dollars E.-U.

| <i>Donateur</i>                                | Pilier 1<br>Programme<br>pour les<br>réfugiés | Pilier 2<br>Programme<br>pour les<br>apatrides | Pilier 3<br>Projets<br>de<br>réintégration | Pilier 4<br>Projets pour<br>les déplacés<br>internes | Tous<br>les piliers | Total      |
|--|---|--|--|--|---------------------|------------|
| Australie                                      | 3 621 908                                     |  |  |  | 1 311 912           | 4 933 821  |
| Canada   | 2 692 998                                     |  |  | 1 976 328  | 5 324 013           | 9 993 339  |
| Fonds central d'intervention<br>d'urgence      | 701 406                                       |  |  | 2 310 622  |                     | 3 012 028  |
| Chine  |   |  |  |  | 129 464             | 129 464    |
| Fonds commun humanitaire<br>pour l'Afghanistan | 1 299 998                                     |  |  |  |                     | 1 299 998  |
| Danemark                                       | 2 937 426                                     | 306 607  | 1 784 505                                  |  | 6 079 085           | 11 107 623 |
| Union européenne                               | 12 325 666                                    | 885 009  | 1 719 949                                  | 5 541 520  | 946 639             | 21 418 782 |
| Finlande                                       |   |  |  |  | 4 126 547           | 4 126 547  |
| France   | 328 317                                       |  |  |  |                     | 328 317    |
| Allemagne                                      | 3 385 841                                     |  | 6 385 696                                  | 2 719 240  |                     | 12 490 776 |
| Japon  | 15 458 527                                    | 601 067  | 2 987 712                                  | 1 177 115  | 4 212 496           | 24 436 917 |
| Kazakhstan                                     |   |  |  |  | 191 788             | 191 788    |
| Koweït   |   |  |  |  | 125 000             | 125 000    |
| Kirghizistan                                   |   |  |  |  | 71 154              | 71 154     |
| Luxembourg                                     | 271 739                                       |  |  |  |                     | 271 739    |
| Pays-Bas                                       | 111 079                                       |  |  |  |                     | 111 079    |
| Norvège  |   |  |  |  | 3 336 670           | 3 336 670  |
| Donateurs privés - Canada                      |   |  |  | 380  |                     | 380        |
| Donateurs privés - Chine<br>(RAS de Hong Kong) |   |  |  | 1 888  |                     | 1 888      |
| Donateurs privés - France                      |   |  |  | 12 729   |                     | 12 729     |
| Donateurs privés - Allemagne                   | 495 663                                       |  |  |  |                     | 495 663    |
| Donateurs privés - Grèce                       |   |  |  | 36 984   |                     | 36 984     |
| Donateurs privés - Italie                      |   |  |  | 99 168   | 38                  | 99 205     |
| Donateurs privés - Japon                       | 186 180                                       |  |  | 1 297 451  |                     | 1 483 631  |
| Donateurs privés - Philippines                 |   |  |  | 246  |                     | 246        |
| Donateurs privés - Qatar                       | 1 636 786                                     |  |  |  |                     | 1 636 786  |
| Donateurs privés - Espagne                     |   |  |  | 148 843  |                     | 148 843    |
| Donateurs privés - Suède                       |   |  |  | 285 215  |                     | 285 215    |
| Donateurs privés - Suisse                      |   |  |  | 38 182   |                     | 38 182     |

| <i>Donateur</i>   | Pilier 1<br>Programme<br>pour les<br>réfugiés | Pilier 2<br>Programme<br>pour les<br>apatrides | Pilier 3<br>Projets<br>de<br>réintégration | Pilier 4<br>Projets pour<br>les déplacés<br>internes | Tous<br>les piliers | Total              |
|---|---|--|--|--|---------------------|--------------------|
| Donateurs privés - Thaïlande  | 3 427 085                                     |  |  | 2 271  | 706 466             | 4 135 821          |
| Donateurs privés - Pays-Bas   | 1 173 084                                     |  |  | 65 175   |                     | 1 238 259          |
| Donateurs privés - République<br>de Corée                                 | 6 712   |  |  | 27 594   |                     | 34 305             |
| Donateurs privés - Royaume-<br>Uni  |   |  |  | 2 641  |                     | 2 641              |
| Donateurs privés - États-Unis<br>d'Amérique                               | 327 061                                       |  | 147 400                                    | 215 498  |                     | 689 959            |
| République de Corée   | 2 200 000                                     |  | 5 260 000                                  | 2 140 000  |                     | 9 600 000          |
| Fédération de Russie  | 100 000                                       |  |  |  | 100 000             | 200 000            |
| Arabie saoudite   | 31 302  |  |  |  |                     | 31 302             |
| Espagne   |   |  |  | 4 536  |                     | 4 536              |
| Suède   |   |  |  |  | 1 525 088           | 1 525 088          |
| Suisse  | 338 876                                       | 110 254  |  | 829 858  |                     | 1 278 988          |
| Turkménistan  |   |  |  |  | 94 090              | 94 090             |
| Royaume-Uni   |   |  |  | 1 650 165  |                     | 1 650 165          |
| Programme des Nations Unies<br>pour le développement                      |   | 19 995   |  |  |                     | 19 995             |
| Bureau de la coordination des<br>affaires humanitaires                    |   |  | 75 000                                     |  |                     | 75 000             |
| Fonds fiduciaire des Nations<br>Unies pour la consolidation de<br>la paix |   |  |  | 1 303 268  |                     | 1 303 268          |
| Programme commun des<br>Nations Unies sur le VIH et<br>le sida            | 306 861                                       | 32 500   |  | 32 500   |                     | 371 861            |
| États-Unis d'Amérique   | 12 300 000                                    |  | 8 900 000                                  | 10 200 000   | 83 000 000          | 114 400 000        |
| Viet Nam  |   |  |  |  | 90 000              | 90 000             |
| <b>Total</b>  | <b>65 664 514</b>                             | <b>1 955 431</b>                               | <b>27 260 262</b>                          | <b>32 119 416</b>                                    | <b>111 370 450</b>  | <b>238 370 072</b> |

Note: Inclut les coûts d'appui indirects prélevés sur les contributions pour les piliers 3 et 4, les budgets supplémentaires et la réserve pour les "Activités nouvelles ou additionnelles – liées au Mandat" (NAM).